

**RAPPORT POUR LE CONSEIL ACADEMIQUE
DE L'UNIVERSITE COTE D'AZUR
SUR UNE DEMANDE DE CREATION D'UN D.U., D.E. OU D.I.U.**

Intitulé du diplôme : D.U. MASTER OF SCIENCE « COMMUNICATION ET LANGAGES POLITIQUES »

Composante : EUR CREATES et CRHI

Champ : Sciences de la Communication, Droit, Histoire des idées

Responsable de la formation : Valentina TIRLONI, MCF

Inscription dans la politique d'établissement : Inscription satisfaisante. Cette formation vise à étudier les processus de communication politique selon une approche transdisciplinaire constituée par les sciences de la communication, le droit et les systèmes politiques, l'audiovisuel (séries télévisées), les pratiques corporelles et les nouvelles technologies. En ligne générale, les masters existants en France se concentrent exclusivement sur les sciences politiques et le droit avec une partie plus marginale consacrée à la communication. Dans cette offre de formation, en revanche, la communication joue un rôle central. La valeur ajoutée se retrouve dans la dimension multidisciplinaire et technologique de cette formation de Master.

Contexte global de la formation (cohérence entre les objectifs, les données de professionnalisation et d'adossement recherche et les éléments de la fiche financière) : Projet globalement satisfaisant, aucune anomalie à signaler.

Attractivité potentielle (au regard notamment des effectifs passés) : Attractivité satisfaisante. Dans UCA, et même dans les autres établissements régionaux (voire nationaux) il n'y a aucune formation similaire et il n'existe même pas un cours consacré à la communication politique. Cette formation vise les professions suivantes : spin doctor, consultant politique, analyste politique,

écrivain politique, journaliste politique, politiciens, scénaristes, show runners.
Capacité : 20 personnes. Niveau requis : BAC +4. Pas d'effectifs passés.

Modalités de formation (leur pertinence au regard des objectifs de la formation) :

Modalités satisfaisantes, car les différents éléments de la formation correspondent bien aux objectifs. Certains cours théoriques pourraient avoir lieu sous forme hybride (mais jamais totalement à distance), tandis que d'autres seront en présentiel (comme l'expression corporelle, la communication non verbale et la simulation des débats politiques). Cette formation s'entend aussi ouverte à la formation continue, ce qui conduira à concentrer les heures de cours sur trois jours par semaine. Il y aura aussi des master-class où des personnalités reconnues du monde politique (journaliste, juges, politiciens) viendront aborder des thématiques de recherche politique. Le numérique est fondamental car il y a un cours spécifique concentré sur l'e-politique, à savoir l'utilisation des outils numériques dans la communication politique. Volumes horaires : 175h CM + 175h TD + stage de 4 à 6 mois. Pas de mutualisation.

Modalité du contrôle des connaissances : Modalités satisfaisantes car adaptées à chaque élément de formation. Le diplôme sera délivré selon les modalités suivantes : examens + preuve pratique du projet multidisciplinaire + rapport de stage.

Composition de l'équipe pédagogique (équilibre titulaires-vacataires, si déséquilibre dans quel sens et raisons si majorité de vacataires) : L'équipe pédagogique est constituée par des enseignants-chercheurs et des chercheurs du périmètre UCA, choisi pour leur compétence scientifique et pédagogique, ainsi que par des professionnels. Proportion appropriée d'enseignants-chercheurs et de chercheurs (9 personnes), et de professionnels vacataires (5 personnes).

Avis sur un éventuel déficit en fonction des autres indicateurs (objectifs, public, place du numérique, évaluation de la formation, partenariat) : Projet globalement satisfaisant, aucun déficit à signaler.

Equilibre du budget (étudier le budget en fonction de l'équipe pédagogique : l'équipe donnée correspond-elle aux dépenses de la fiche financière, nombre de titulaires vs professionnels) : Budget satisfaisant. A partir de 8 étudiants la formation est autofinancée. Droits d'inscription : 2000€ (étudiant) ou 4500€ (entreprise).

Convention (notamment en cas de financements extérieurs en cohérence avec la fiche financière) : Pas de convention.

Avis sur le projet dans sa globalité : Favorable.

Rapport établi par M. Biziou,
le 4 mars 2020